



PREFET DE TARN-ET-GARONNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES LIBERTES
PUBLIQUES ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau des Elections et de la Police Administrative

A.P. n° 2013172-0001

**INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**REGENE
Impasse de Järvenpää
ZI Albasud
82000 MONTAUBAN**

**ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT LE TABLEAU DE CLASSEMENT DES
INSTALLATIONS CLASSEES**

Le préfet de Tarn-et-Garonne,

- VU le titre I^{er} du livre V de la partie législative du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le titre 1^{er} du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, et en particulier son article R.511-9 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n°2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- VU le récépissé de déclaration du 01 juin 2005 de changement de nom de la société ELASTIROUTE au profit de la SARL REGENE SUD;
- VU le récépissé de déclaration n°2006-0811 du 15 mai 2007 délivré à la société REGENE pour l'exploitation d'une plateforme de stockage et de broyage de pneus usagés non rechapables à MONTAUBAN, Impasse de Järvenpää ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013092-0001 du 2 avril 2013 portant délégation de signature de Madame Violaine Démaret, secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;
- VU le courrier de l'exploitant en date du 14 mars 2011, complété le 12 avril 2011 fournissant les éléments nécessaires de comparaison et d'évaluation entre les critères de classement vis-à-vis des anciennes rubriques et justifiant le reclassement dans les nouvelles, ainsi qu'un projet de nouveau tableau de classement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 juin 2013 ;

CONSIDERANT que le classement administratif des installations classées exploitées par la Société REGENE sur le territoire de la commune de MONTAUBAN, impasse de Järvenpää, ZI Albasud, nécessite d'être mis à jour au vu des évolutions réglementaires de la nomenclature ;

CONSIDERANT que les prescriptions techniques actuelles réglementant le site sont suffisantes et n'ont pas à être modifiées ;

CONSIDERANT que le présent arrêté n'impose pas de nouvelles prescriptions, ni ne porte sur l'abrogation de certaines prescriptions existantes, il n'est pas nécessaire de soumettre cette affaire à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : SITUATION ADMINISTRATIVE

Le tableau de classement des activités du site figurant sur le récépissé de déclaration n°2006-0811 du 15 mai 2007 délivré à la société REGENE pour l'exploitation d'une plateforme de stockage et de broyage de pneus usagés non rechapables à MONTAUBAN, Impasse de Järvenpää, est remplacé par le suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Régime
2714.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 270 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1 : supérieur à 1000 m³	4 000 m ³	A
2663.2b	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins dont la masse totale unitaire est composée de polymères (matière plastique, caoutchouc, élastomère, résine et adhésif synthétique) (stockage de). La quantité est de : 2b : supérieur ou égal à 10 000 m³ mais inférieur à 80 000 m³	13 000 m ³	E
2713.2	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou des déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712. La surface étant : 2 supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1000 m²	324 m ²	D
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité des déchets traités étant : 1 supérieure ou égale à 10 t/j	150 t/j	A

A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D : Déclaration ; DC : déclaration et soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du Code de l'Environnement ; NC : Non Classé

ARTICLE 2 :

L'installation peut continuer à fonctionner au bénéfice des droits acquis ; cette antériorité ne vaut que pour la poursuite de l'activité existante. Toute modification de l'installation est soumise aux procédures d'autorisation et entraîne la perte de l'antériorité.

Le préfet peut exiger la production des pièces prévues par l'article R.513-2 du code de l'environnement.

Le préfet peut prescrire les mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 dans les conditions prévues par l'article R.513-2 du code de l'environnement.

Les dispositions de l'article R.513-2 du code de l'environnement cessent d'être applicables si l'installation se trouve dans les cas prévus aux articles R.512-33, R.512-46-23, R.512-54 et R.512-70.

ARTICLE 3 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

ARTICLE 4 : EXECUTION

- La Secrétaire Générale de la Préfecture, le Maire de Montauban, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressée à la Société REGENE à Montauban (82).

A Montauban, le **21 JUIN 2013**
Le préfet,

Pour le préfet,
La secrétaire générale,



Violaine DÉMARET

